



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

**Ukraine**

**Trump cherche un accord pour mettre fin à la guerre**

*Trump affirme que Zelensky « aimerait conclure un accord » pour mettre fin à la guerre. Invité pour la cérémonie de réouverture de la cathédrale, Volodymyr Zelensky ...* • (Page 08)

**Désertification**

**« Il n'y a pas de vie sans terre »**

*« Il n'y a pas de vie sans terre saine, car nous ne pouvons pas survivre », selon une athlète olympique qui participe à la réunion mondiale organisée à Riyad, en Arabie ...* • (Page 09)

**Togo / Programme de la compétitivité du secteur privé** • (Page 03)

# A Lomé, la GlZ expose les réalisations du ProComp



**UEMOA**

• (Page 04)

# La BOAD et la KfW lancent le Fonds de transformation digitale



**Assemblée nationale**

**La commission des finances examine le projet de budget 2025**

*Le projet de loi de finances pour l'exercice 2025 est soumis à l'examen de la Commission des Finances et du ...* • (Page 02)

**Coopération énergétique**

**Le Togo au centre des partenariats régionaux**

*Le premier sommet ouest-africain de la coopération énergétique, organisé à Lomé du mardi 3 au jeudi 5 décembre 2024, s'est achevé sur ...* • (Pages 04)

**Politique monétaire**

**La BCEAO maintient inchangés ses taux directeurs**

*À l'issue de la quatrième session annuelle de son Comité de politique monétaire, tenue le 4 décembre 2024 à Dakar, la Banque Centrale des ...* • (Page 06)

**Cathédrale**

**Le chef de l'État à la réouverture de Notre-Dame de Paris**

*Le 7 décembre 2024 marque la réouverture officielle de la Cathédrale Notre-Dame de Paris, cinq ans après l'incendie qui a ravagé ce chef-d'œuvre ...* • (Page 11)

**FIBREZ SANS FRAIS**  
ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000~~ **0 FCFA**  
CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ  
8866 www.canalbox.tg  
\*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Assemblée nationale

# La commission des finances examine le projet de budget 2025

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2025 est soumis à l'examen de la Commission des Finances et du Développement Économique le 6 décembre 2024. Le lancement des travaux, marqué par une forte collaboration entre le Parlement et le Gouvernement, a été présidé par SEM Kodjo Adédzé, Président de l'Assemblée nationale.

• Wilson Lawson

Un projet budgétaire ambitieux sous le signe des priorités nationales. Le projet de loi de finances 2025, principal outil de mise en œuvre de la politique gouvernementale, met l'accent sur trois grandes priorités à savoir, l'élargissement de l'assiette fiscale pour une mobilisation accrue des ressources intérieures ; le maintien des dépenses sociales, essentielles pour soutenir les populations vulnérables ; la préservation de la paix et de la sécurité, gages de stabilité économique et sociale. Le président de la Commission des Finances, Djossou Semonji, a appelé à un équilibre délicat entre réduction du déficit et maintien des dépenses sociales, soulignant l'importance de boucler les travaux avant la fin de l'année, même si cela nécessite des sessions prolongées. Le ministre de l'Économie et des Finances, Essowé Georges Barcola,



a réitéré la disponibilité du gouvernement à accompagner l'Assemblée dans cet exercice budgétaire. Il a salué la qualité de la collaboration avec le Parlement, notamment sous l'impulsion du Président de l'Assemblée nationale, Kodjo Adédzé, dont les initiatives, comme la budgétisation sensible au genre, témoignent d'une approche inclusive et innovante. L'élaboration du budget 2025 intervient dans un environnement économique marqué par des incertitudes globales. Le Togo, malgré une croissance économique soutenue grâce aux réformes engagées, reste confronté à

des défis majeurs, dont le respect de l'objectif de déficit budgétaire de 3 % d'ici 2025, condition essentielle pour maintenir la coopération avec le FMI. Le projet de budget reflète les aspirations du gouvernement à renforcer la résilience économique et à consolider les acquis. Les débats au sein de l'hémicycle permettront de peaufiner les arbitrages pour concilier impératifs économiques et attentes sociales. Sous la présidence de Kodjo Adédzé, l'Assemblée nationale adopte une nouvelle dynamique, caractérisée par un dialogue renforcé avec le gouvernement. La rencontre initiée entre les deux institutions a permis de poser les bases d'une coopération fructueuse, abordant des thématiques majeures comme l'amélioration du cadre de la commande publique et l'exécution des projets prioritaires. Cette synergie s'inscrit dans un contexte où le Togo s'efforce de stabiliser ses finances publiques tout en consolidant son climat des affaires. Les travaux sur le budget 2025 ne sont pas uniquement un exercice financier : ils traduisent la volonté du pays de maintenir une trajectoire de développement durable et inclusive.



## Image du jour



Le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a participé ce 07 décembre 2024 à la cérémonie de réouverture de la cathédrale Notre Dame de Paris.

## AUX DECIDEURS ...

### Compétitivité du secteur privé, levier de développement

Le samedi 7 décembre 2024, la Foire Internationale de Lomé s'est transformée en une vitrine d'innovation et de réussite pour le Programme de Compétitivité du Secteur Privé (ProComp) de la GIZ au Togo. À travers des témoignages édifiants et des échanges enrichissants, cette journée a exposé les fruits d'un partenariat entre la coopération internationale et le secteur privé togolais.

Dans un contexte où les petites et moyennes entreprises (PME) et les startups constituent l'épine dorsale de nombreuses économies africaines, le ProComp apporte une réponse concrète aux défis structurels qui freinent leur essor. Qu'il s'agisse de soutenir des entreprises agroalimentaires comme Yokoumi ou de promouvoir des pionniers du numérique tels qu'Umbaji, ce programme illustre une vision claire : faire de l'innovation, de la compétitivité et de la collaboration les piliers du développement économique.

Les interventions de Justin Bakoubolo, promoteur de la startup Umbaji, et de Delali Adedje, responsable de Yokoumi, ont souligné l'impact direct de l'accompagnement de la GIZ. Ces entreprises, grâce à un soutien technique, financier et stratégique, ont pu non seulement améliorer leurs performances, mais également se positionner sur des marchés internationaux. Ces succès incarnent une ambition partagée : transformer le potentiel latent du secteur privé togolais en moteur de création de richesse et d'emploi.

Mais au-delà des chiffres et des contrats signés, ces récits révèlent quelque chose de plus fondamental : le pouvoir de l'accompagnement ciblé. Dans un environnement souvent marqué par des contraintes d'accès au financement, des défis d'organisation interne ou encore des obstacles liés à la réglementation, des initiatives comme le ProComp redéfinissent les règles du jeu.

Le ProComp ne se limite pas à des succès isolés. Il agit sur les fondements mêmes de l'écosystème entrepreneurial en s'appuyant sur cinq champs d'action, allant de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement à la facilitation des investissements durables. Cette approche systémique favorise un dialogue public-privé essentiel pour bâtir un cadre juridique et administratif en phase avec les aspirations du secteur privé.

En soutenant l'opérationnalisation de l'Agence nationale de promotion des investissements (API-ZF) et en renforçant le réseautage entre PME locales et entreprises internationales, le programme projette le Togo sur la scène économique mondiale. Ce positionnement stratégique n'est pas seulement une opportunité pour les entreprises ; il est une condition sine qua non pour attirer des investissements, stimuler l'innovation et pérenniser la croissance économique.

Ce que cette journée consacrée au ProComp démontre, c'est qu'une coopération internationale bien pensée peut être un catalyseur de transformation durable. Loin de se limiter à un appui financier, elle favorise un transfert de savoir-faire, crée des ponts entre les acteurs locaux et internationaux, et participe à l'émergence d'un secteur privé plus résilient et compétitif.

Dans un monde en perpétuelle mutation, le Togo ne peut se permettre d'être spectateur. L'expérience du ProComp montre que l'audace d'investir dans les PME et startups locales, combinée à une gouvernance claire et un partenariat structurant, peut positionner le pays comme un hub régional de créativité et de dynamisme économique.

Le ProComp est bien plus qu'un programme, c'est une vision partagée du développement. Il appartient désormais aux parties prenantes, entreprises et décideurs, de la consolider et de l'amplifier pour que le secteur privé devienne un véritable levier de prospérité pour le Togo.

M.T

### Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Programme de la compétitivité du secteur privé

# A Lomé, la GIZ expose les réalisations du ProComp

Le samedi 7 décembre 2024, la Foire Internationale de Lomé a été marquée par une journée consacrée aux réalisations du Programme de la Compétitivité du Secteur privé (ProComp) de la GIZ.

• Hélène Martelot

À travers un panel d'échanges, les participants, notamment des partenaires et des entreprises bénéficiaires, ont présenté les impacts de cet accompagnement sur le secteur privé togolais, la décentralisation et la bonne gouvernance. Didier Djoumessi, chef de programme ProComp à la GIZ, a rappelé que l'organisation soutient en priorité les entreprises du secteur de la transformation agroalimentaire et les startups du numérique. Selon lui, cet appui vise à améliorer les compétences de ces entreprises pour les rendre plus compétitives, accéder aux marchés internationaux, créer des emplois et contribuer au développement économique du Togo.

### Umbaji, un exemple d'innovation soutenue

Justin Bakoubolo, promoteur de l'entreprise Umbaji, spécialisée dans l'intelligence ar-



tificielle et la robotique pour les TPE, a témoigné des retombées concrètes du soutien de la GIZ. Grâce à cet accompagnement, Umbaji a participé à des événements internationaux tels que la foire "Architect Africa", ce qui leur a permis de négocier des contrats, de découvrir de nouveaux talents et d'élargir leur clientèle. « Nous avons pu accroître notre liste de prospects et clients potentiels, grâce notamment à notre exposition sur les marchés locaux et internationaux », a-t-il affirmé.

### La success story

### de Yokoumi dans l'agroalimentaire

Delali Adedje, responsable de l'entreprise Yokoumi, spécialisée dans la transformation d'amandes certifiées bio, a également partagé son expérience. Sélectionnée à la suite d'un appel à manifestation, Yokoumi bénéficie de l'accompagnement de la GIZ dans plusieurs domaines : renforcement des capacités, gestion d'entreprise, marketing et recherche de marchés. « Ce soutien a permis d'améliorer la compétitivité de nos produits, d'organiser notre gestion, et de faciliter

l'accès au financement grâce à un plan d'affaires solide », a-t-elle expliqué. En renforçant les capacités des entreprises locales et en les connectant aux marchés internationaux, la GIZ contribue à la création d'emplois, à l'amélioration de la compétitivité et au rayonnement des produits togolais à l'échelle mondiale. La journée a été l'occasion de mettre en avant les résultats concrets de cet accompagnement, illustrant ainsi le rôle stratégique de la coopération internationale dans le développement du secteur privé togolais.

### Promouvoir la com-

### pétitivité du secteur privé togolais

Le Programme de la Compétitivité du Secteur privé (ProComp) améliore l'écosystème des PME en soutenant les structures publiques et privées qui conseillent et appuient les PME. À cette fin, le projet opère dans cinq champs d'action : améliorer les chaînes d'approvisionnement en aidant les PME et leurs réseaux de fournisseurs à améliorer leurs chaînes d'approvisionnement et la mise en œuvre de l'agriculture contractuelle ; donner accès aux services finan-

ciers en renforçant les structures de soutien au financement des PME et en rendant les services financiers accessibles ; faciliter l'accès aux marchés internationaux en développant des offres de services pour permettre aux PME de gagner en visibilité et d'accéder durablement aux marchés internationaux ; encourager les investissements durables en soutenant l'opérationnalisation de l'Agence nationale de promotion des investissements (API-ZF) et le réseautage économique des TPE-PME togolaises avec les grandes entreprises étrangères ; améliorer le cadre juridique et administratif en veillant à ce que les intérêts du secteur privé togolais soient davantage pris en compte dans les efforts de réforme du gouvernement. Pour ce faire, le projet soutient le développement d'un format national de dialogue public-privé et contribue ainsi à l'amélioration du climat des affaires et des investissements.



## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

Le Togo en chiffres

### Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

UEMOA

La BOAD et la KfW lancent le Fonds de transformation digitale

Pour répondre aux défis croissants de la digitalisation, la BOAD et la KfW ont lancé, le 4 décembre 2024 à Lomé, le Fonds de transformation digitale (FTD), destiné à soutenir les administrations publiques des pays membres de l'UEMOA.



Joël Yan clo

Un levier pour la modernisation numérique des administrations. Face à l'urgence de moderniser les systèmes administratifs dans les huit pays de l'UEMOA, le FTD a été conçu comme un outil financier et stratégique. L'initiative, portée par la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) et la Banque de développement allemande (KfW), marque une avancée vers une administration publique plus efficace et connectée.

Un outil stratégique pour l'UEMOA

Le Fonds de transformation digitale est ouvert à tous les pays membres de l'UEMOA. Il cible exclusivement la digitalisation des administrations publiques. Les solutions proposées sont modulables et alignées sur les priorités nationales. Lors du lancement, M. Moustapha BEN BARKA, Vice-Président de la BOAD, a souligné l'importance de cette initiative : « Le FTD incarne notre ambition collective de bâtir des administrations modernes, capables de répondre efficacement aux besoins de nos populations dans un monde en constante évolution. »

Une réponse aux défis numériques de la région

La mise en place du FTD répond à un besoin pressant : celui de rattraper le retard

numérique dans les administrations publiques de l'UEMOA. En facilitant le financement des projets technologiques, ce Fonds pourrait améliorer l'efficacité des services publics, renforcer la transparence et optimiser les interactions entre citoyens et administrations. Cependant, la réussite de cette initiative dépendra de plusieurs facteurs : la capacité des pays bénéficiaires à mobiliser les ressources disponibles, la formation des agents publics pour s'adapter aux nouveaux outils, et le suivi des projets pour garantir leur impact à long terme.

Une collaboration pour le développement

Le Fonds de transformation digitale (FTD) est le fruit d'un partenariat entre la BOAD et la KfW, témoignant d'un engagement commun pour renforcer le développement des pays membres de l'UEMOA. Dans un contexte mondial marqué par une accélération de la digitalisation, cette collaboration s'inscrit dans une dynamique de modernisation des États ouest-africains. En alignant leurs efforts, les partenaires visent à transformer les administrations publiques en leviers de développement économique et social. Le FTD apparaît ainsi comme un pilier central pour consolider les acquis de l'intégration régionale tout en positionnant l'UEMOA sur la voie de l'innovation numérique.



Coopération énergétique

Le Togo au centre des partenariats régionaux

Le premier sommet ouest-africain de la coopération énergétique, organisé à Lomé du mardi 3 au jeudi 5 décembre 2024, s'est achevé sur des résultats prometteurs pour le Togo et la sous-région. Cet événement a permis de mobiliser des acteurs clés du secteur énergétique autour de la recherche de solutions concrètes pour répondre aux défis énergétiques de l'Afrique de l'Ouest.

Hélène Martelot

Le ministre délégué auprès du ministre des mines et des ressources énergétiques, Mawussi Kakatsi, a exprimé la satisfaction du gouvernement togolais : « Ce sommet a démontré l'importance de la coopération régionale pour relever les défis énergétiques communs. Grâce aux échanges, des solutions viables ont été identifiées pour accélérer l'accès à une énergie fiable et abordable ». Le ministre a également remercié les participants et partenaires pour leur contribution active, tout en réaffirmant l'engagement du Togo à jouer un rôle central dans la mise en œuvre des résolutions adoptées.



tifs modernes, comme les systèmes de batteries (Battery Energy Storage System, BESS), un appui technique et institutionnel au ministère des Mines et des Ressources énergétiques pour atteindre l'accès universel à l'électricité. Des engagements pour la jeunesse togolaise, incluant des promesses de stages et d'emplois pour 50 jeunes.

Tchapo Singo, directeur général de l'énergie au Togo, a déclaré que les avancées réalisées lors de ce sommet vont contribuer significativement à accélérer l'accès universel à une énergie fiable et abordable, essentiel pour le développement socio-économique. Abdoulaye Sylla, gestionnaire de portefeuille chez EnergyNet, co-organisateur de l'événement, a qualifié le sommet de « véritable succès », ajoutant que les discussions avaient abouti à des résultats concrets. Il a confirmé que la prochaine édition se tiendrait également au Togo, témoignant de la confiance des partenaires internationaux envers le pays. Ce sommet, unique par la richesse de ses échanges et ses résultats tangibles, a démontré que le Togo est prêt à jouer un rôle de leadership dans la transition énergétique en Afrique de l'Ouest.

Des partenariats stratégiques pour le Togo

Le sommet a été marqué par la signature de plusieurs accords en faveur du Togo notamment, le partenariat avec le groupe chinois Haier, visant à renforcer les capacités technologiques du Togo dans les énergies renouvelables, en particulier les centrales solaires. Un protocole d'accord avec RELP, spécialisée dans la promotion des énergies renouvelables, prévoit de renforcer le système de stockage d'énergie grâce à des disposi-

Des solutions pour un avenir énergétique durable

Les participants ont souligné l'importance de la mutualisation des efforts pour développer des unités de production énergétique régionales, capables de réduire le coût du kilowatt-heure. Le rôle clé du gaz naturel, à travers des projets comme le gazoduc Nigeria-Maroc, a également été mis en avant.

Coopération

Le Togo et le Commonwealth signent un cadre général

Deux ans après son adhésion, le Togo franchit un nouveau cap important dans sa relation avec le Commonwealth. Le pays a en effet scellé jeudi 05 décembre, un cadre général de coopération avec l'organisation.

L'accord, qui intervient à la suite du sommet des chefs de gouvernement (CHOGM) organisé en octobre dernier, a été signé au Marlborough House à Londres, entre le Premier ministre, Victoire Dogbé et Patricia Scotland, secrétaire-général du Commonwealth. Concrètement, ce cadre général de coopération, qui représente une première, définit des domaines prioritaires pour l'appui et l'expertise du Commonwealth au Togo. Il s'agit notamment de l'intelligence artificielle et la

transformation digitale, des énergies renouvelables et la finance climatique, le développement des compétences et du capital humain, la négociation des contrats internationaux, la jeunesse, ou encore l'appui au renforcement des capacités des institutions de la Ve République. « Nous allons travailler ensemble avec les équipes du secrétariat général du Commonwealth sur une feuille de route avec des délais bien précis. Je veillerai à ce que chaque département ministériel puisse se mettre au travail pour que nous puissions produire des résultats. Parce que ce que nous recherchons aujourd'hui, ce sont des résultats qui impactent la vie des populations », a expliqué la cheffe du gouvernement, qui a rappelé les ambitions particulières de l'exécutif pour la jeunesse. « Le Commonwealth c'est 56 États membres, 2,7 milliards de citoyens et plus de 60% de la population de moins de 30 ans.

(Togo Officiel)

Table with economic indicators for Togo, including trade balance, GDP, and regional statistics for 2016-2020.



COMMISSION ELECTORALE  
NATIONALE INDEPENDANTE  
(CENI)  
Tél. (+228) 22 53 61 00 Fax : 22 53 61 02  
02 BP 20400 – Site web: [www.cenitogo.tg](http://www.cenitogo.tg)

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Travail – Liberté – Patrie

N° 012/2024/P/CENI

**COMMUNIQUE DE LA CENI RELATIF A  
L'APPEL A CANDIDATURE POUR L'ELECTION DES SENATEURS DE 2025**

Dans le cadre de l'organisation de l'élection des sénateurs du **02 février 2025** et conformément au décret portant convocation du corps électoral, le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) informe les partis politiques, les regroupements de partis politiques et les candidats indépendants que le dépôt des dossiers de candidature débute le **mardi 17 décembre 2024 à 07 heures** et prend fin le **lundi 23 décembre 2024 à minuit au siège de la CENI**.

Conformément à l'ordonnance portant code électoral, le président de la CENI rappelle ce qui suit :

Peut être élu sénateur, tout Togolais de naissance ayant trente-cinq (35) ans révolus à la date du dépôt de candidature, jouissant de ses droits civils et politiques.

Le candidat doit, en outre, savoir lire, écrire et s'exprimer en langue officielle.

Il se présente avec un (1) suppléant soumis aux mêmes conditions et formalités que le candidat lui-même. Le suppléant remplace le candidat en cas de vacance.

Nul ne peut se porter candidat dans plus d'une circonscription électorale.

❖ **Composition de dossier de candidature**

Conformément aux dispositions des articles 172 et 173 de l'ordonnance portant code électoral, le candidat dépose, pour lui-même et pour son suppléant, auprès de la CENI, une déclaration de candidature signée comportant les informations suivantes :

- leurs noms et prénoms, lieux de naissance, sexes, professions et domiciles ;
- pour les agents de l'Etat ou des collectivités locales, indication de leur service, emploi et lieu d'affectation ;
- pour les salariés du secteur privé, coordonnées complètes de l'entreprise dans laquelle ils sont salariés et le lieu d'affectation ;
- le nom et l'emblème du parti politique ou du regroupement de partis politiques ou du groupe de candidats indépendants auquel il appartient ou du candidat indépendant ;
- l'indication de la circonscription électorale dans laquelle il est candidat.

La déclaration de candidature signée doit comporter, pour chaque candidat et son suppléant, les pièces suivantes :

- un duplicata du certificat de nationalité togolaise ;
- une copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou de toute autre pièce en tenant lieu ;
- un extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;
- une photo d'identité, suivant les spécifications techniques de la CENI ;
- une attestation de résidence délivrée par le maire du lieu de résidence ;
- une déclaration écrite par laquelle l'intéressé certifie qu'il pose sa candidature et qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'inéligibilité prévus par la présente ordonnance ;
- une déclaration attestant que le parti du candidat est en règle vis-à-vis de la charte des partis politiques.

Chaque déclaration de candidature (pour le candidat et pour son suppléant) est rangée dans une chemise portant les indications suivantes :

- le nom du parti politique ou le nom du regroupement de partis politiques légalement constitués ou la mention «indépendants» ;
- la circonscription électorale concernée ;
- le nom du candidat et celui de son suppléant pour les préfectures avec un (01) sénateur ;
- les noms des candidats et ceux de leurs suppléants pour les préfectures avec deux (02) sénateurs.

Les deux chemises sont rangées dans une chemise à sangle revêtue des mentions suivantes :

- le nom du parti politique ou le nom du regroupement de partis politiques ou la mention «indépendants» ;
- la circonscription électorale.

Les formulaires de déclaration et de transmission de candidatures peuvent être retirés à partir du **mercredi 11 décembre 2024** au siège de la CENI tous les jours ouvrables, de 07h00 à 12h00 et de 14h30 à 17h30.

Les dossiers de candidature doivent être déposés au siège de la CENI tous les jours ouvrables, de 07h00 à 12h00 et de 14h30 à 17h30, à l'exception du dernier jour où il sera organisée une permanence jusqu'à minuit.

Le Président de la CENI rappelle aux différents candidats qu'aucun dossier incomplet ne sera accepté.

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à la CENI sise au Boulevard Eyadema – Cité OUA, Téléphone : 22 53 61 00.

Fait à Lomé, le 06 DEC 2024

Président  
  
 Dago YABRE

## Politique monétaire

# La BCEAO maintient inchangés ses taux directeurs

À l'issue de la quatrième session annuelle de son Comité de politique monétaire, tenue le 4 décembre 2024 à Dakar, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé de maintenir son principal taux directeur à 3,5%. Le taux du guichet de prêt marginal reste également inchangé à 5,5%, des niveaux en vigueur depuis décembre 2023. Cette décision traduit une volonté d'équilibre entre la stimulation de la croissance économique et la maîtrise de l'inflation dans la zone UEMOA.

### Communiqué de presse n°04/2024 de la réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO tenue le 4 décembre 2024

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 4 décembre 2024, de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,50%, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

Cette décision résulte de l'analyse de l'activité économique, de l'évolution des prix et de la situation extérieure de l'Union.

L'activité économique reste dynamique sur la proche période, soutenue par un financement adéquat de l'économie. La hausse des crédits à l'économie est ressortie à 5,9%, en rythme annuel, à fin septembre 2024. Sur l'année 2025, la croissance économique de l'Union est prévue à 6,3% contre 6,0% en 2024.

Au troisième trimestre 2024, l'inflation est ressortie à 4,1% en raison d'une offre locale de produits vivriers issus de la campagne agricole 2023/2024 qui demeure globalement insuffisante. En octobre 2024, le taux d'inflation s'est établi à 3,4%, restant cependant au-dessus de la cible de 1% à 3% visée par la Banque Centrale.

Selon les dernières prévisions, le taux d'inflation devrait s'établir à 3,6% en 2024, après 3,7% en 2023. Les perspectives d'inflation sont soumises à des risques haussiers en 2025. Ces risques concernent la situation sécuritaire dans certains pays, l'impact de conditions climatiques défavorables sur la production agricole et les effets des tensions géopolitiques et commerciales sur les prix mondiaux des produits énergétiques et alimentaires.

Malgré l'amélioration du solde des échanges avec le reste du monde suite à une évolution favorable des termes de l'échange, la situation extérieure de l'Union devrait être renforcée. La consolidation prévue du compte courant et la mobilisation de ressources extérieures permettront de conforter la viabilité externe de l'Union.

Au cours des prochains mois, le Comité de Politique Monétaire continuera de suivre l'évolution de l'inflation ainsi que de la situation économique, financière et monétaire. Il prendra, si nécessaire, les mesures idoines pour assurer la stabilité monétaire et financière de l'Union.

Fait à Dakar, le 4 décembre 2024

Le Président,

Jean-Claude Kassi BROU

## Formation

# L'Union africaine et l'Université japonaise d'Hiroshima lancent un partenariat académique

Dans le cadre de sa stratégie d'internationalisation, l'Université d'Hiroshima au Japon souhaite attirer plus d'étudiants africains. Elle leur propose une expérience de formation de qualité qui aborde les thématiques de la paix et de la durabilité.

L'Université d'Hiroshima a signé sur son campus Higashi-Senda un accord de partenariat académique avec l'Université panafricaine (PAU) de l'Union Africaine. Les étudiants africains peuvent désormais bénéficier de facilités pour être admis à un cursus au sein de l'établissement japonais, avec encadrement académique et supervision de thèse. « Nous espérons qu'offrir aux étudiants la possibilité d'étudier à Hiroshima constituera une étape importante dans la concrétisation d'une société pacifique et inclusive, et dans la promotion du développement durable » a déclaré le président de la PAU, Jean Kouliadiati. Bien que pour l'instant le partenariat soit limité à PAU et



ses 4 campus, il s'étendra à d'autres établissements africains. L'Union africaine jouera le rôle de facilitateur pour l'implémentation de la « stratégie Afrique » de l'Université d'Hiroshima. La « Journée de l'Afrique de l'université d'Hiroshima » au cours de laquelle l'accord a été signé, est l'événement central de cette stratégie.

Cette année, elle a réuni une vingtaine de représentants d'universités africaines pour échanger sur les thématiques de la paix et de la durabilité dans l'enseignement supérieur. Ces thématiques ont été retenues en raison du passé douloureux de la ville japonaise détruite durant la seconde guerre mondiale.

Avec Agence Ecofin

## Africa Investment Forum 2024

# Tirer parti des partenariats innovants pour la croissance

Des milliers d'investisseurs mondiaux, de chefs d'entreprise africains et de représentants de gouvernements se réunissent à Rabat, au Maroc, pour les Journées du marché de l'Africa Investment Forum 2024, la principale plateforme d'investissement et de partenariat du continent, qui se déroulent du 4 au 6 décembre.

● Wilson Lawson

Depuis sa création en 2018, l'Africa Investment Forum a attiré plus de 180 milliards de dollars d'intérêts d'investissement, propulsant des changements transformateurs sur le plus jeune continent du monde en canalisant les ressources vers des secteurs critiques tels que l'énergie, les infrastructures, la santé et l'agriculture. Sous le thème « Tirer parti des partenariats innovants pour la croissance », les Journées du marché 2024 galvanisent les parties prenantes pour accroître les investissements transformateurs à travers le continent et libérer le vaste potentiel économique de l'Afrique, dont le marché devrait atteindre 2,5 milliards de personnes d'ici 2050. Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, le Dr Akinwumi Adesina, a prononcé un discours lors de la cérémonie d'ouverture en tant que président de l'Africa Investment Forum ; la ministre marocaine de l'Économie et des Finances, Nadia Fattah Alaoui, représente le gouvernement du Royaume du Maroc. « Cet événement doit être le prochain chapitre de l'histoire de la croissance de l'Afrique. L'Africa Investment Forum est le lieu où les investissements transformateurs rencontrent une collaboration audacieuse et une



opportunité unique pour les entreprises de tout le continent d'identifier des partenaires potentiels, d'échanger des idées et de participer à des projets de transformation. « C'est un événement passionnant à ne pas manquer », a déclaré Max Magor Ndiaye, directeur principal des syndicats, de l'Africa Investment Forum et des solutions clients. Plus précisément, les journées de marché de cette année offriront une plate-forme de premier ordre pour faire avancer les projets à fort impact et améliorer le réseautage entre les leaders mondiaux du monde des affaires et du développement. L'un des projets phares présentés lors de l'Africa Investment Forum de l'année dernière est un projet d'ammoniac vert en Afrique du Sud, évalué à 5,7 milliards de dollars. Cette initiative vise à produire environ 940 000 tonnes d'ammoniac vert d'ici 2028, contribuant ainsi de manière significative aux efforts en matière d'énergie renouvelable dans la région. Avec l'intérêt marqué des investisseurs, y compris des

grandes institutions lors des réunions de conseil, ce projet illustre le rôle de la plateforme de l'Africa Investment Forum dans la conduite d'investissements à fort impact qui favorisent la croissance durable et l'innovation à travers l'Afrique. En 2022, Maasai Ujiri, président de l'équipe NBA des Toronto Raptors et habitué des Market Days, a présenté Zaria Court, un projet de pôle sportif et de divertissement lors des Market Days de l'Africa Investment Forum 2022. Le premier Zaria Court devrait ouvrir début 2025 à Kigali. Doté d'un hôtel-boutique de 80 chambres, de restaurants, d'un salon sur le toit, d'espaces de bien-être, d'espaces de coworking et d'un studio de podcast, le projet met l'accent sur l'engagement communautaire et la réutilisation des bâtiments existants. Avec le thème de 2024 mettant en avant les partenariats innovants, l'Africa Investment Forum s'engage à exploiter conjointement les investissements et les opportunités pour la croissance durable à long terme du continent.

## Commonwealth

# Candidatures lancées pour le programme de bourses Queen Elizabeth

Les étudiants du Commonwealth peuvent postuler au programme Queen Elizabeth pour bénéficier de bourses d'études dans divers domaines. Ce programme entend renforcer leurs compétences des boursiers pour en faire des acteurs du changement tant pour leur pays d'origine que pour leur pays d'accueil.

Le programme Queen Elizabeth du Commonwealth, qui propose chaque année des bourses aux étudiants ressortissant de cet espace communautaire, a lancé le dépôt de candidatures. Il l'opportunité d'un Master de 2 ans dans un pays membre dès l'année académique 2025-2026. Les boursiers contribueront à apporter des changements positifs et à trouver des solutions aux défis communs dans leurs pays d'origine et d'accueil. Ils intégreront un réseau mondial d'alumni. Les conditions d'admissibi-



lité et les domaines de formation varient en fonction des universités d'accueil et programmes d'études choisis. Pour cette année, les établissements d'accueil sont : l'Université d'Eswatini, l'Université des Antilles en

Jamaïque, l'Université technique du Kenya, l'Université de Malaisie, l'Université Putra Malaisie, l'Université d'Etat de Zanzibar et l'Université de Makerere en Ouganda.

Avec Agence Ecofin

vendredi 6 décembre 2024

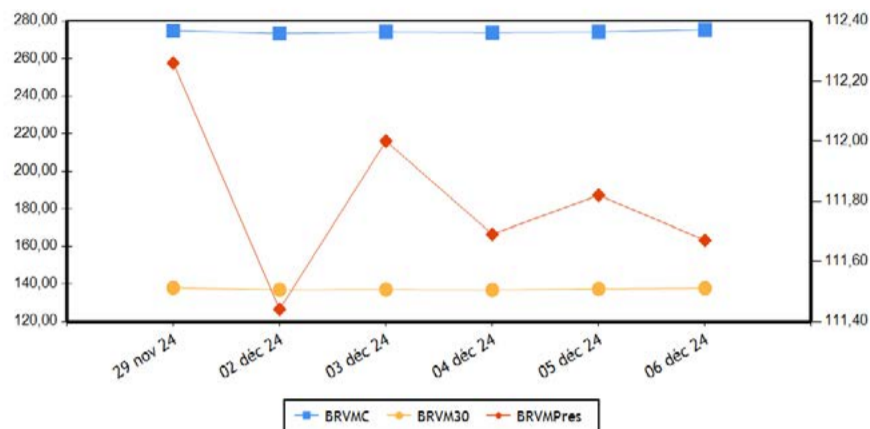
N° 233

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>275,40</b>
Variation Jour	0,46 % ↑
Variation annuelle	28,60 % ↑

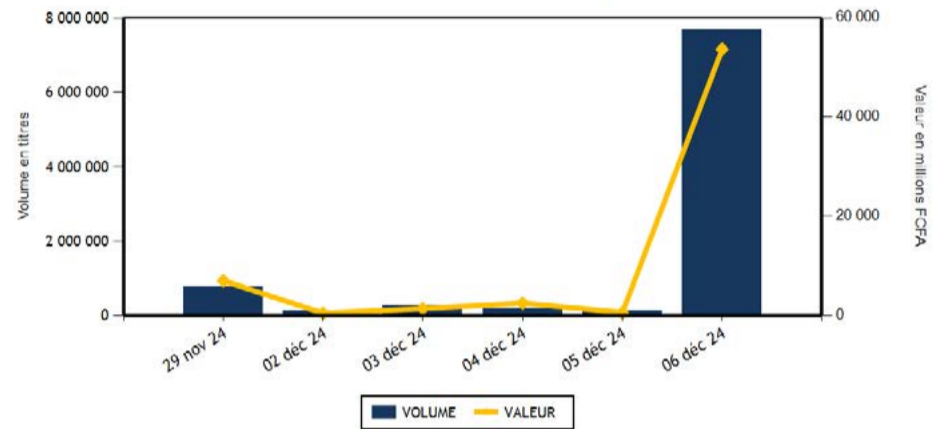
<b>BRVM 30</b>	<b>137,69</b>
Variation Jour	0,31 % ↑
Variation annuelle	27,67 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>111,67</b>
Variation Jour	-0,13 % ↓
Variation annuelle	10,05 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 959 376 822 702	0,46 %
Volume échangé (Actions & Droits)	207 064	68,89 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	518 173 037	0,56 %
Nombre de titres transigés	44	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	8,33 %
Nombre de titres en baisse	13	-43,48 %
Nombre de titres inchangés	18	100,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	14 995	7,49 %	72,36 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 400	6,58 %	6,25 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 950	5,98 %	46,62 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	8 925	3,84 %	31,25 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	3 400	3,66 %	-46,54 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	111,67	-0,13 %	10,05 %	15 103	131 659 295	8,56
BRVM-PRINCIPAL	36	139,40	0,84 %	34,09 %	191 961	386 513 742	13,62

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	125,96	2,02 %	24,68 %	10 986	35 740 170	18,82
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	761,77	0,08 %	43,33 %	21 817	227 936 390	10,33
BRVM - FINANCES	15	99,91	0,87 %	15,61 %	140 552	161 571 012	6,32
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	0,00 %	3,61 %	3 155	4 416 975	4,45
BRVM - AGRICULTURE	5	194,94	-0,63 %	20,66 %	26 504	81 982 485	38,90
BRVM - DISTRIBUTION	7	329,74	0,49 %	0,47 %	4 046	6 523 865	43,45
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	660,13	0,00 %	-40,56 %	4	2 140	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	11,25
Taux de rendement moyen du marché	8,93
Taux de rentabilité moyen du marché	11,00
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	494 941,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 781 152 305,11

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	83,71
Ratio moyen de satisfaction	79,33
Ratio moyen de tendance	94,77
Ratio moyen de couverture	105,52
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,14
Nombre de SGI participantes	30

## Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tél : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



## Ukraine

## Trump cherche un accord pour mettre fin à la guerre

Trump affirme que Zelensky « aimerait conclure un accord » pour mettre fin à la guerre.

Invité pour la cérémonie de réouverture de la cathédrale, Volodymyr Zelensky a rejoint le futur président américain ce samedi en fin d'après-midi à l'Élysée. Les deux dirigeants devraient s'entretenir sur le conflit en Ukraine, avant de rejoindre le monument parisien. Le président élu américain Donald Trump a affirmé dimanche que le président ukrainien Volodymyr Zelensky « aimerait conclure un accord » pour mettre fin à la guerre, sur sa plateforme Truth Social. « Zelensky et l'Ukraine aimeraient conclure un accord et mettre fin à la folie. Ils ont ridiculement perdu 400.000 soldats et bien plus de civils. Il devrait y avoir un cessez-le-feu immédiat et des négociations devraient commencer », a-t-il écrit, après sa rencontre à Paris samedi avec M. Zelensky. Dans son message, Donald Trump, qui prendra ses fonctions le 20 janvier, a affirmé que le président ukrainien Volodymyr Zelensky « souhaiterait parvenir à un accord » pour mettre fin à la guerre.



« Zelensky et l'Ukraine aimeraient conclure un accord et mettre fin à cette folie », a-t-il écrit après sa rencontre avec M. Zelensky samedi à Paris. « Je connais bien Vladimir. Il est temps d'agir. La Chine peut jouer un rôle. Le monde attend ! », a ajouté M. Trump.

### Trump, le « négociateur en chef du monde » ?

La victoire de Donald Trump lors de la présidentielle de novembre a suscité des incertitudes quant à l'avenir du soutien des États-Unis à l'Ukraine face à la Russie. Les semaines précédant l'investiture du républicain sont cruciales pour débloquer des

milliards de dollars d'aide déjà budgétés. Samedi, le ministère américain de la Défense a annoncé une nouvelle aide militaire à l'Ukraine, estimée à 988 millions de dollars. Donald Trump s'est montré très critique ces derniers mois vis-à-vis des milliards de dollars dépensés par les États-Unis pour soutenir l'Ukraine. Le président élu a promis de résoudre le conflit entre Kiev et Moscou avant même sa prise de fonction, sans pour autant détailler sa stratégie. Les alliés européens de l'Ukraine redoutent un désengagement américain dans ce conflit, voire une pression exercée par Washington pour un accord qui pourrait désavantager Kiev.

(Avec agences)

## France

## Fitch met en garde sur la « paralysie » de la politique budgétaire

L'agence de notation américaine estime que l'Hexagone risque fortement de ne pas atteindre l'objectif de déficit de 5% du PIB initialement prévu.

C'est la deuxième alerte sérieuse de Fitch adressée à la France en moins de trois mois. L'agence de notation, qui avait placé en octobre la note de la France sous perspective négative, a alerté vendredi sur les conséquences pour la politique budgétaire du renversement du gouvernement de Michel Barnier. Cela « met en évidence à quel point le paysage politique français très fragmenté peut paralyser la mise en œuvre de la politique budgétaire », avertit Fitch dans un communiqué. Fitch a cependant maintenu à AA- la note de la France. En octobre, elle avait assorti cette note d'une perspective négative, signalant qu'elle envisageait de l'abaisser à moyen terme. « Les paramètres budgétaires du pays, qui sont plus faibles que ceux de ses pairs (...), et ses risques accrus en matière de politique budgétaire ont été des facteurs importants » de cette révision, rappelle l'agence de notation. L'étude du projet de loi de finances (PLF) pour 2025 est gelée après la censure votée mercredi par les députés contre le gouvernement de Michel Barnier, qui l'a conduit à dé-



missionner.

### La pire performance des 27 avec la Roumanie

Le président de la République Emmanuel Macron a annoncé que le futur gouvernement déposerait une loi spéciale « avant la mi-décembre au Parlement », tablant sur cet outil législatif rare mais déjà utilisé, pour permettre à l'appareil d'État de fonctionner en l'absence de promulgation d'un budget au 1er janvier. Mais Fitch estime que les partis risquent d'« exploiter le processus à des fins politiques ». En outre, « la fragmentation de l'Assemblée nationale rend difficile la recherche de compromis sur la consolidation budgétaire (...). Il est donc très peu probable que la France atteigne l'objectif de déficit de 5% du PIB initialement présenté par (Michel Barnier) », relève encore

Fitch. « L'effondrement du gouvernement menace également le plan de consolidation à moyen terme de la France et le respect des règles budgétaires de l'UE », est-il précisé. Avec un déficit cette année qui devrait dépasser les 6% du PIB, la France affiche la pire performance des Vingt-Sept à l'exception de la Roumanie, très loin du plafond de 3% autorisé par l'UE. « Malgré la crise politique, la France n'est confrontée à aucun problème majeur de refinancement sur les marchés obligataires internationaux », mais « des coûts d'emprunt constamment plus élevés ne feraient qu'aggraver les problèmes d'assainissement budgétaire », avertit encore Fitch. Fitch table sur une augmentation de la dette publique à 118,5% du PIB d'ici 2028, et a réduit sa projection de croissance pour 2025 à 0,9% contre 1,2% auparavant.

Avec latribune.fr

## Face à la menace russe

## L'UE doit investir 500 milliards sur dix ans

Tanks, artillerie, brigades... les capacités actuelles de l'Union Européenne sont largement insuffisantes selon le nouveau commissaire à la Défense. « La Russie peut être prête à lancer une attaque militaire contre un pays de l'UE ou de l'Otan avant 2030 », avertit encore le lituanien Andrius Kubilius.



Alors que les dirigeants occidentaux se réunissent ce samedi à Paris pour la réouverture de la cathédrale Notre-Dame, l'heure, sur le front militaire, n'est pas encore à l'apaisement face à la Russie de Vladimir Poutine. Le nouveau commissaire européen à la Défense Andrius Kubilius a plaidé vendredi pour un véritable « big bang » dans le secteur de la défense en Europe, seul moyen selon lui de pouvoir faire face à une éventuelle agression russe. « Nous devons passer de ce que certains appellent une approche progressive dans l'augmentation de nos capacités de défense à une approche de type « big bang », a souligné, dans un entretien à l'AFP, l'ex-Premier ministre lituanien qui a pris dimanche ses nouvelles fonctions à Bruxelles. Ce changement d'approche est rendu d'autant plus indispensable que la menace russe se précise, a-t-il averti. « La Russie peut être prête à lancer une attaque militaire contre un pays de l'UE ou de l'Otan avant 2030 », a-t-il mis en garde, citant plusieurs rapports des services de renseignement. « La question est de savoir s'il y a suffisamment de volonté politique (en Europe) pour nous défendre », a-t-il ajouté. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche peut-il convaincre les Européens de consacrer davantage de moyens à leur propre sécurité ? « Je vois la nécessité de dépenser plus pour la défense, non pas à cause de Trump, mais à cause de Poutine », a souligné M.

Kubilius.

### Acheter 1.500 tanks

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, les pays européens s'efforcent de renforcer leur industrie de défense, mais les capacités restent insuffisantes. Pourtant, selon des estimations de l'Otan, reprises dans les médias et citées par M. Kubilius, il faudra, d'ici 2044, ajouter aux capacités existantes quelque 49 nouvelles brigades, 1.500 tanks ou encore un millier de pièces d'artillerie. « Nous sommes très en deçà de ces besoins, auxquels nous devons répondre avant 2030, parce que nous ne pouvons pas demander au président (russe Vladimir) Poutine de reporter ses plans à 2044 », a-t-il averti. Pour rappel, le mandat du leader russe, prolongé par ses soins, doit prendre fin en 2030. M. Kubilius, dont les fonctions n'existaient pas jusqu'à présent au sein de la Commission, veut maintenant aider l'industrie européenne à monter en puissance. Une fois que ces chiffres seront confirmés, « nous devons avoir un plan avec une vision claire pour l'Industrie », a-t-il souligné. « Nous apporterons de la valeur ajoutée si nous arrivons avec une demande importante, des contrats à long terme et de l'argent clairement identifié », a-t-il insisté. Et d'expliquer que si la Lituanie, par exemple, veut acheter vingt tanks, elle paiera plus cher et ne sera pas prioritaire face à des commandes plus importantes. Mais si les Européens commandent 1.500 tanks d'un coup, « on peut s'attendre à ce que le prix soit moins élevé », et cela encouragera l'industrie qui a besoin de visibilité à long terme. L'investissement n'en reste pas

moins colossal, environ 500 milliards d'euros sur dix ans, selon M. Kubilius, pour qui néanmoins des solutions existent. Les 23 pays européens membres de l'Otan se sont engagés à consacrer au moins 2% de leur Produit intérieur brut (PIB) aux dépenses militaires. Mais, a rappelé le nouveau commissaire européen, le patron de l'Otan veut augmenter ce seuil. Or, a-t-il expliqué, 1% de dépenses militaires en plus dans l'UE, c'est « 200 milliards de plus » pour investir dans la défense. Il s'est en revanche montré plus évasif sur les moyens de financer cette augmentation. Un emprunt européen ne lui semble guère approprié, car cette idée « rend tout le monde nerveux ». Plusieurs pays, dont l'Allemagne ou les Pays-Bas, s'opposent à ce que l'Union européenne emprunte à nouveau, comme elle l'avait fait pour la première fois de son histoire au lendemain de l'épidémie de Covid. L'idée serait donc de convaincre les États membres d'emprunter dès maintenant, jusqu'à 500 milliards d'euros, qu'ils rembourseraient sur plusieurs années, grâce à l'argent de toute façon prévu pour se conformer aux nouvelles exigences de l'Otan, a-t-il expliqué. L'UE consacre moins de 0,1% de son PIB à aider militairement l'Ukraine quand 9% du PIB russe est absorbé par les dépenses militaires, a-t-il encore expliqué. Il est donc urgent de corriger le tir, sous peine de « répéter les erreurs » commises pendant les années 30, a-t-il assuré jeudi devant le Parlement européen.

(Avec AFP)



## Désertification

## « Il n'y a pas de vie sans terre »

« Il n'y a pas de vie sans terre saine, car nous ne pouvons pas survivre », selon une athlète olympique qui participe à la réunion mondiale organisée à Riyad, en Arabie saoudite, visant à mettre un terme à la désertification et à la perte de terres, et à promouvoir la restauration et l'utilisation durable des terres.

Asmaa Niang, originaire du Maroc, s'est entretenue avec ONU Info lors de la réunion des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), connue sous le nom de COP16, et a expliqué pourquoi, en tant qu'athlète, elle a la « responsabilité d'inspirer les autres à protéger la terre ». Cinq fois championne d'Afrique et athlète olympique à Rio de Janeiro (2016) et à Tokyo (2020), la judoka en sait long sur la résilience et la manière de vaincre les adversaires, une expérience qu'elle a mise à profit pour lutter contre la désertification au Maroc et dans le monde entier. « Le judo est un sport basé sur la philosophie d'une vie positive, c'est aussi un sport de résilience », a-t-elle affirmé. « J'ai donc la responsabilité de rendre à la société ce qu'elle m'a donné en utilisant cette expérience pour informer



les gens sur les problèmes de désertification et les inciter à agir ». La CNULCD affirme qu'au niveau mondial « l'avenir de nos terres est en jeu », car chaque année 100 millions d'hectares (la taille de l'Égypte) de terres saines et productives se dégradent. Les sécheresses frappant plus durement et plus souvent, trois personnes sur quatre dans le monde devraient être confrontées à une pénurie d'eau d'ici à 2050. Cette perte de terres affecte les populations du monde entier et plus particulièrement les peuples nomades du Maroc et d'autres pays

où Asmaa Niang s'est rendue. « Les groupes nomades sont un symbole de liberté en raison de leur mode de vie itinérant », a-t-elle expliqué. « Au Maroc, au Kenya et en Mongolie, j'ai vu comment la désertification et la sécheresse les ont rendus extrêmement vulnérables et ont changé leur mode de vie », a partagé la défenseuse de la terre, ajoutant que « leur liberté est liée à la nôtre, car nous dépendons tous de la terre pour notre survie ». Le Secrétariat exécutif de la CNULCD travaille avec des athlètes depuis les Jeux olympiques de Paris dans le cadre de sa campagne Sport-

4Land, en tirant parti de leur célébrité et de leur influence pour défendre les communautés touchées par la désertification et la perte de terres, mais aussi pour mettre en évidence les solutions locales et mondiales pour restaurer les terres et les utiliser de manière plus durable. « Des terres saines fournissent près de 95 % de la nourriture que nous consommons. Elles nous abritent, nous fournissent des moyens de subsistance et nous protègent de l'aggravation des sécheresses, des inondations et des incendies de forêt », a déclaré le Secrétariat exé-

tif de la CNULCD. Les décideurs politiques, les experts, le secteur privé et la société civile, ainsi que les jeunes et les sportifs réunis à Riyad se concentrent sur un certain nombre d'objectifs, dont l'accélération de la restauration des terres dégradées d'ici à 2030 et au-delà. « La restauration de nos terres va au-delà de l'amélioration de l'environnement », selon la CNULCD, « il s'agit de créer une meilleure qualité de vie, d'assurer la sécurité alimentaire et de stimuler une croissance durable ». Alors que les sécheresses, les inondations et les incendies de forêt deviennent plus réguliers et plus intenses dans le monde entier, la croissance démographique et les modes de

production et de consommation non durables alimentent la demande en ressources naturelles. D'ici 2050, 10 milliards de personnes se partageront la planète et dépendront de terres saines pour leur subsistance. « Je vois que les gens sont engagés dans cette réunion », a déclaré Asmaa Niang « et si chacun fait ne serait-ce que de petits changements, par exemple en modifiant ses habitudes de consommation, en éradiquant le plastique, alors nous pourrions traiter la terre d'une manière plus douce et construire une plus grande résilience ».

Avec news.un.org



## HOROSCOPE finance

**Bélier** Certains natifs pourront voir un brusque accroissement de leurs revenus ou de leur patrimoine. D'autres auront la possibilité de faire fructifier leurs idées. Bref, une journée intéressante sur le plan financier.

**Taureau** Avec Uranus en cet aspect, vous aurez tout intérêt à vous montrer extrêmement prudent sur le plan financier. Votre situation ne semble pas menacée, excepté si vous vous acharnez à la déséquilibrer. Ce sont en effet vos décisions qui risquent de se révéler inadaptées ou trop hâtives.

**Gémeaux** Ce climat planétaire à prééminence martienne vous permettra de tenir votre budget en bon équilibre. Mais restez prudent, car le soutien astral sera très éphémère. Attention ! Vous aurez une nette tendance à vivre bien au-dessus de vos moyens. Ne pensez pas que vous arriverez toujours à vous débrouiller.

**Cancer** Mercure vous favorisera financièrement. Sans vous assurer un pactole, cette planète vous permettra de vivre tranquillement sans investissement superflu. Vous serez bien placé pour toute question liée au patrimoine, à un héritage, à une succession ; vous saurez faire fructifier ces biens de manière avisée et opportune.

**Lion** Vous pourriez être victime d'une perte financière, voire même d'une escroquerie. Faites donc attention dans vos rapports d'argent avec autrui. D'autre part, une rentrée d'argent sur laquelle vous comptez n'aurait pas lieu, et vous vous retrouveriez provisoirement dans une situation délicate.

**Vierge** Comme cela arrive si souvent, des soucis concernant votre situation matérielle vous accapareront. Mais pourquoi vous torturer autant ? Diogène, qui avait renoncé aux richesses et aux honneurs, vivait dans un tonneau au bord d'une route. Un jour, Alexandre le Grand s'arrêta devant le tonneau, prit pitié de son occupant et demanda à celui-ci : "Veux-tu que je fasse quelque chose pour toi ?" Et Diogène de répondre : "Ôte-toi de mon soleil !" N'y a-t-il pas là matière à réflexion pour vous ?

**Balance** Sous l'impulsion de Saturne, vous vous donnerez beaucoup de mal pour rentabiliser au mieux vos activités. Ainsi, vous réussirez à arrondir votre bas de laine. Mais si vous avez une décision financière importante à prendre, ne vous précipitez pas, faites-vous conseiller par des spécialistes : ce sera le meilleur moyen d'éviter de faire un mauvais choix.

**Scorpion** Côté finances, vous ne vous contenterez pas de placements de père de famille, sans risque mais peu lucratifs. Vous aurez de plus grandes ambitions et serez bien décidé à développer votre situation matérielle. Vos initiatives audacieuses porteront leurs fruits dans un très bref délai.

**Sagittaire** Occupez-vous des renouvellements de contrats, de baux de locations, d'assurances. Il serait dommage de vous mettre dans une position inconfortable par simple manque de prévoyance ou par oubli.

**Capricorne** Le climat astral de la journée inclinera à prendre des risques financiers pas toujours bien calculés. Méfiez-vous du jeu et des investissements spéculatifs. Encore une fois, sachez que le capital n'est pas forcément le facteur essentiel de la réussite de ce que vous voulez entreprendre ; vos projets ont encore plus besoin d'idées et surtout de sens de l'organisation.

**Verseau** Avec la présente configuration de Neptune, vous manquerez de la plus élémentaire jugeote en matière d'argent. Le mieux serait de remettre à plus tard toutes les décisions importantes, qu'il s'agisse d'achat, de vente ou de réorganisation de vos placements.

**Poisson** Avec le courant de chance qui vous protège en ce moment, vous ne devriez avoir aucun souci financier cette fois. Si vous avez des projets d'envergure concernant un achat ou un investissement, vos démarches vous permettront de poser des jalons importants.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

## Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

## Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

## Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

## Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

## Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

## Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

## Correcteur

Michel Yao AYEVA

## Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

# TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



- 
 » Couverture médiatique
- 
 » Insertion publicitaire
- 
 » Publi-reportage ...

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Cathédrale

Le chef de l'État à la réouverture de Notre-Dame de Paris

Le 7 décembre 2024 marque la réouverture officielle de la Cathédrale Notre-Dame de Paris, cinq ans après l'incendie qui a ravagé ce chef-d'œuvre gothique, inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Parmi les hôtes de marque invités à cet événement historique, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé.

Le chef de l'Etat assiste régulièrement à différentes manifestations religieuses. Récemment, il a marqué de sa présence à l'inauguration du premier Centre international de ressourcement et d'écotourisme de Kara (Lumen Valley), porté par la Congrégation des Frères Saint-Jean, et communiqué avec les fidèles catholiques à l'apothéose Jubilé d'Or du sanctuaire Notre-Dame du Lac Togo, à Togoville. Sa participation aujourd'hui à la réouverture officielle de la Cathédrale Notre-Dame de Paris témoigne de sa foi profonde, au-delà de ses charges républicaines. Aux côtés de ses homologues français Emmanuel Macron, américain Donald Trump, allemand Frank-Walter Steinmeier, ukrainien Volodymyr Zelensky, congolais Denis Sassou Nguesso, bissau guinéen Umaro Embaló, du Roi Philippe des Belges, du Prince britannique William et bien d'autres, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a assisté aux différentes étapes de cette somptueuse cérémonie. Accueil chaleureux des invités par le Président français, l'ouverture solennelle des portes de l'édifice religieux, le mot de bienvenue du Président Emmanuel Macron,



office de circonstance par l'Archevêque de Paris, Monseigneur Laurent Ulrich, le retentissement pour la première fois du Grand Orgue qui a survécu aux flammes le 15 avril 2019 et le message de soutien du Pape François. Le Président Emmanuel Macron a exprimé la gratitude de la nation française aux dirigeants européens, américains et africains au nombre desquels le Président Faure Essozimna Gnassingbé, qui ont fait le déplacement de Paris pour manifester leur geste de solidarité et de fraternité internationale et leur engagement pour la préservation de ce patrimoine culturel. L'Archevêque de Paris a de son côté, salué le soutien affirmé de par le monde particulièrement des

dirigeants venus de divers continents pour s'associer à cette œuvre collective de la transcendance et de l'espérance. Le chef de l'État s'est félicité de la renaissance de ce témoin matériel de l'histoire de l'humanité, résultante des efforts collectifs. Il a émis le vœu de voir cette renaissance inspirer le monde entier à promouvoir le patrimoine universel, symbole du vivre ensemble, des identités culturelles et des civilisations communes. « Heureux de participer aujourd'hui à la cérémonie de réouverture de la cathédrale Notre Dame de Paris. Ce joyau, témoin d'histoire et de spiritualité, renaît grâce à un élan collectif exceptionnel. Il incarne l'aspiration humaine à surmonter les épreuves et à se surpasser pour reconstruire. Que cette renaissance inspire le monde entier à préserver, restaurer et transmettre le patrimoine mondial aux générations d'aujourd'hui et de demain. Ces trésors universels portent en eux une part de l'âme des peuples et de notre humanité » a précisé le chef de l'État dans un message de circonstance. Pour rappel, la Cathédrale Notre-Dame de Paris est construite au Moyen Âge et classée au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1991. Au-delà de sa vocation religieuse, cet édifice historique est l'un des fleurons du patrimoine universel qui incarnent les valeurs de paix, de résilience et de dialogue entre les peuples.

Avec [presidence.gouv.tg](http://presidence.gouv.tg)



4ème session ordinaire de Haho 1

Les travaux consacrés aux orientations budgétaires à Notsé

Les élus locaux, les acteurs de développement communautaire et les personnes ressources de la commune Haho1 ont entamé le mardi 3 décembre à Notsé, leur 4ème session ordinaire consacrée à des échanges sur les orientations budgétaires exercice 2025.

La rencontre vise à impliquer davantage les populations dans la gestion participative des affaires de la commune, recueillir des propositions et suggestions pour l'orientation budgétaire 2025 afin de mieux répondre aux préoccupations des administrés. Les échanges ont permis aussi d'apprécier les efforts consentis par les autorités de Haho1 dans la réalisation des projets notamment : la construction des pistes rurales, l'éducation, la protection de l'environnement. Lors des travaux, les participants ont débattu des enjeux de l'aménagement du territoire, les eaux et assainissements de la commune, la gestion financière et les problèmes d'électrification,



d'éducation des jeunes, la santé communautaire et de reconstruction des marchés. Le maire de la commune Haho1, Sefenu Yawovi Laurent a déclaré que des défis restent encore énormes en matière d'électrification de la commune, de santé communautaire et du bien-être de la population. Il a convié tous les acteurs concernés à lui prêter main forte. M. Sefenu a reconnu que cette

session va prendre en compte les préoccupations majeures des populations dans le budget exercice 2025, car, le budget est un instrument de prévision et d'anticipation des recettes et des dépenses. Des représentants des autorités locales, des chefs traditionnels des communes et des personnes ressources du trésor public ont assisté à la rencontre.

Avec [ATOP/YM/KYA](http://ATOP/YM/KYA)

FC Barcelone

Ça commence à se corser sérieusement pour Hansi Flick

Avec une seule victoire sur les cinq derniers matchs de Liga, le FC Barcelone commence à sérieusement inquiéter. Et l'Allemand commence à être, légèrement, contesté...

Nouveau coup d'arrêt pour le FC Barcelone en championnat. Samedi, le club catalan a dû se contenter d'un match nul 2-2 face au Betis, raté au score à la 90e+4 par un but d'Assane Diao. Une nouvelle contreperformance qui permet au Real Madrid de revenir à deux points seulement, avec un match de moins, et à l'Atlético d'arriver en force derrière également. Avec un seul succès sur ses cinq dernières apparitions en championnat, l'équipe d'Hansi Flick commence à inquiéter... Si des joueurs comme Frenkie de Jong sont pointés du doigt,



véhément contre les arbitres, signe évident qu'il a perdu cette tranquillité qui le caractérisait autant.

Flick commence à paniquer...

Son expulsion face au Betis - qui va d'ailleurs lui valoir 2 rencontres de suspension en Liga - en est le plus gros symbole. Une frustration flagrante qui s'explique en bonne partie à cause des difficultés que connaît son équipe, parfois méconnaissable si on la compare au Barça qui a ébloui toute l'Europe lors des premières semaines de compétition.

Avec [footmercato.net](http://footmercato.net)

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 2 columns: Indicateur and Valeur. It lists various economic indicators for Togo in 2020 and 2021, such as GDP, exports, and imports.

# RACINES FORT 7.5%



600\*  
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION



\*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀